



La Libye de Kadhafi revisitée 1982-1985

Témoignage vécu

> Maria GRAEFF-WASSINK



KARTHALA

> collection Tropiques

Voici enfin un livre sur la Libye vue de l'intérieur et vécue en direct. En effet, Maria Graeff-Wassink qui en est l'auteure a résidé à Tripoli de mai 1982 à juillet 1985. Alors que la Jamahiriya révolutionnaire existait depuis dix ans déjà, elle y a assumé un double jeu de rôles : cumulativement comme épouse de l'ambassadeur de France à Tripoli et comme déléguée permanente d'une importante organisation internationale : la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies – FMVJ. Ce double regard lui a permis d'aller à la rencontre de milieux libyens très divers et en pleine mutation, d'analyser le système jamahiriyen, ses utopies et ses problèmes, finalement d'aller à la découverte d'une « Libye derrière les rideaux ».

Elle a choisi de présenter ce vécu sous la forme d'une quinzaine de chapitres. S'y enchaînent, comme dans un scénario, des tableaux parfois drôles de la vie diplomatique et, dans un ordre chronologique, les événements significatifs de l'évolution politique, économique et sociale de la Libye révolutionnaire.

Ce livre se lit comme un roman. Il jette sur la société libyenne une lumière différente et riche d'enseignements. Pour faire suite au présent ouvrage, l'auteure annonce un deuxième tome, en cours d'écriture, consacré à la période 1985-2011 durant laquelle elle a séjourné à de multiples reprises en Libye à la faveur d'occasions très variées.

Née à Amsterdam, Maria Graeff-Wassink est devenue française par mariage. En tant que docteure en psychologie et sociologie, elle a occupé des fonctions d'enseignement supérieur aux Pays-Bas, au Maroc et au Liban, avant de mener des recherches dans des domaines de sa spécialité tels que les mariages mixtes, les bidonvilles, l'immigration et la coopération interculturelle. Elle est l'auteure de nombreux articles de revues scientifiques et a participé à plusieurs ouvrages collectifs sur les pays méditerranéens. Chercheur associée à l'IREMAM-CNRS, elle a publié en 1991 un premier livre sur la Libye intitulé La femme en armes. Khadhafi féministe ?

LA LIBYE DE KADHAFI REVISITÉE
1982-1985

Visitez notre site :
www.karthala.com
Paiement sécurisé

Couverture : Rencontre de l'auteure avec un groupe de femmes libyennes
à Tripoli. À l'arrière-plan : la Citadelle historique.

© Éditions KARTHALA, 2017
Première édition papier, 2015
ISBN : 978-2-8111-1440-4

Maria Graeff-Wassink

La Libye de Kadhafi revisitée

1982-1985

Un témoignage vécu

Préface de Christian Graeff

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

Préface

Christian GRAEFF *

En Méditerranée centrale, le dernier tiers du ^{xx}e siècle a vu se dérouler côté rive Sud un phénomène historique bien singulier, pour tout dire inédit : l'éclosion d'un Émirat bédouin contemporain se présentant sous les traits d'une jeune République révolutionnaire. Après mes collègues Georgy, Cabouat, Malo, j'ai eu le privilège d'être témoin participant de ce phénomène.

D'avril 1982 à mai 1985, comme représentant de la France, j'ai pratiqué au quotidien et au plus près la Libye du colonel Kadhafi. Par la suite, et jusqu'en 2007, je suis revenu à de nombreuses reprises dans ce pays pour de brefs séjours. Ainsi, à la faveur de circonstances toujours officielles, surtout après mon séjour diplomatique, j'ai approché le « Guide de la Révolution » de façon réitérée. J'ai eu avec Moammar Kadhafi un certain nombre d'entretiens. Ce qui m'a permis d'avoir avec lui des échanges sans concession de part et d'autre. J'ai peu à peu, au fil de ces rencontres, découvert un personnage assez surprenant. Je me suis efforcé de cerner sa personnalité aux facettes multiples, et fini par éprouver à son endroit une sorte d'estime.

Nombreux sont ceux qui ont parlé du colonel Kadhafi, ont écrit sur lui. Parmi eux, combien sont-ils à l'avoir connu tant soit peu, à l'avoir rencontré seulement une fois ? À celui qui régna en maître sur son pays durant plus de quarante ans, ses concitoyens – gens de toute condition – s'adressaient en disant (en arabe) : « *Frère leader* », ou « Grand frère ». Que le même ait cité, par les Grands de ce monde, tour à tour adulé et

* Ambassadeur de France.

flatté, honni et méprisé, finalement liquidé, supprimé : voici qui est une énigme pour moi. Dans le même temps, la grande presse (réputée libre) de nos pays n'a cessé de décrier, de railler, de vilipender un chef d'État arabe dérangeant.

Peut-être parce qu'il conduisait vers sa modernisation un peuple de Bédouins musulmans, décalé au regard de l'Histoire. Qui ne se souvient de l'éreintement systématique par les médias, durant des décennies, du régime libyen « révolutionnaire » ? Qi on le montrait du doigt à l'Ouest, parfois même à l'Est, était-ce par ignorance, par conformisme, par un *a priori* hostile ? C'est en tout cas par un curieux amalgame qu'en Occident cette diabolisation a été servie par un journalisme à l'objectivité douteuse. Que des reporters, procureurs d'occasion, se sont révélés si peu soucieux de s'informer tant soit peu sur la réalité complexe d'un « dictateur » : le rusé fondateur de la *Jamahirya populaire socialiste arabe libyenne*, ou État des masses. Peu soucieux également de lire quelques pages du fameux petit *Livre Vert*, cet ouvrage instructif d'une rare utopie.

Aujourd'hui encore, il advient que des articles voire des livres entiers soient consacrés, à titre posthume, à cet homme que l'on a dépeint comme « couvert de sang » – du sang des opposants au régime. Disons-le franchement : derrière le reportage tronqué, la caricature outrancière, se cachait bien souvent la compétition sans fin des Grandes Puissances, avides avant tout d'arracher des parts d'exploitation de pétrole et de gaz en Libye – au plus près des grands sites de l'industrie européenne...

Pendant de longues années, je me suis personnellement employé de mon mieux, devant des publics variés et au risque d'être quelquefois incompris, à dénoncer ce qu'il y avait de fabriqué, de faux, de mensonger dans ces insolites campagnes de dénigrement à répétition contre la Libye de Kadhafi. Mais il me plaît aujourd'hui, pour la première fois, de dévoiler ceci : j'ai bénéficié durant mon séjour d'ambassadeur à Tripoli d'un statut un peu à part au sein du petit cercle diplomatique tripolitain. Cette discrète *exception française* me vint d'une singularité des débuts de ma carrière professionnelles : pendant huit ans, de mars 1948 à avril 1956, j'ai exercé, comme administrateur de la France d'Outre-mer, des fonctions de commandement territorial au nord-est du Tchad, parmi des tribus arabes proches parentes de la Libye bédouine. Ce signe particulier fut connu du colonel Kadhafi par la confidence d'un de ses proches : Ibrahim B., un Lybo-Thadien né au Tchad de père libyen, et formé par la France car ancien élève des écoles de nomades que j'y avais créées. Ce qui me valut, peu après mon installation à Tripoli à l'occasion d'une réception officielle, d'être salué par le colonel Kadhafi d'un titre stupéfiant, inouï de familiarité : « *Ould al hammi* », mon cousin ! On s'en doute, ce sobriquet

intrigua aussitôt plus d'un de mes collègues – à commencer par le représentant de l'URSS, lequel comprenait parfaitement la langue arabe. L'entrisme du Russe auprès du « Guide de la Révolution » était notoire : il avait notamment réussi l'exploit de faire pénétrer dans le système sécuritaire libyen la Stasi aux sinistres méthodes. Or l'ancien élève des écoles nomades du Tchad s'était vu chargé par le Guide d'organiser le premier service secret libyen à l'avènement de la Jamahiriya, et il l'avait fait en bonne intelligence avec nos propres Services. Bien après que j'eus quitté mon ambassade à Tripoli, j'appris que mon ami Ibrahim B. avait payé de sa vie son attachement à la France : tué par un rival, séide des services spéciaux de l'Allemagne de l'Est.

L'aura que me valut auprès de Kadhafi mon parcours de méhariste au Tchad n'a nullement été étrangères à l'action que l'auteure de ce livre et moi avons menée en Libye pour la bonne cause, dans l'intérêt supérieur de notre pays. Il faut s'en souvenir : la France et la Libye étaient alors au bord de la confrontation militaire au Tchad, ainsi qu'en témoigne dans ses mémoires mon ministre de l'époque, Roland Dumas. Pour ce qui me concernait, le devoir était clair : faire admettre par le Bédouin libyen la place et le rôle de la France comme protectrice du Tchad indépendant.

À partir de ses carnets de notes manuscrites, Maria Graeff-Wassink signe ici son second livre sur la Jamahiriya qu'elle intitule : « *Un témoignage vécu : la Libye révolutionnaire de Moammar Kadhafi – 1982-1985* ». Jusqu'ici, nous avons fait ensemble le choix de garder pour nous, dans l'intime, par retenue, nos souvenirs accumulés au cours de ces années d'action. Mais l'Histoire a monté, après le si mal nommé *Printemps arabe*, que l'ignorance et la duplicité pouvaient conduire aux pires violences. Chaque jour, avec grande tristesse, nous mesurons combien la politique du mensonge fait lever de nouveaux orages au ciel de la Méditerranée. Dès lors, nous nous sentons libérés du devoir de discrétion auquel nous nous étions tenus.

Je le dis ici sans aucune gêne : Si nous avons ressenti, vécu en couple de façon différente parfois différente cette commune et passionnante expérience libyenne, nous nous sommes l'un et l'autre voués à la tâche le plus souvent en connivence : moi dans mes fonctions de représentant de la France, Maria en tant que déléguée permanente en Libye de la Fédération Mondiale des Cités-Unies. Nous avons joué notre partition chacun de notre côté – usant de notre réseau de relations personnelles, de nos propres canaux – dans le but d'œuvrer la plus efficacement en faveur de l'amélioration et du renforcement des relations entre les deux pays.

Dans son double rôle de femme d'ambassadeur et de représentante bénévole d'une ONG largement connue et respectée, Maria a eu l'opportu-

nité de suivre le déroulement des événements dans le Tripoli de l'époque avec un regard autrement orienté. De même, elle a traversé notre vie à l'ambassade, à la résidence avec son approche personnelle, ses impressions à elle. D'où ce livre qui m'apparaît à la lecture si riche d'informations. De son récit, il y a lieu de retenir la relation d'événements peu communs, la narration de visites et de rencontres insolites, des portraits de personnalités fort diverses, des comptes rendus d'entretiens officiels menés avec une stratégie qui lui vient de sa formation de psychologue et sociologue comme de sa longue expérience professionnelle diversifiée.

Voici quelques bonnes raisons pour lesquelles un mari, fût-il ambassadeur, peut d'aventure être appelé à accepter une sollicitation inaccoutumée, un rien paradoxale : écrire la préface du livre de son épouse !

Introduction

Ceci est mon second livre sur la Libye. Le premier, *La femme en armes. Kadhaft féministe ?*, a été publié par Armand Colin en 1991. Pourquoi, plus de vingt ans après, cet intérêt maintenu pour un pays à la si mauvaise réputation ?

Rien ne m'y prédestinait apparemment. Je suis née à Amsterdam aux Pays-Bas, dans une famille de médecins – mes deux parents étaient cancérologues. Une famille connue à Amsterdam : protestante et libérale, hospitalière et ouverte au monde. J'étais l'aînée de cinq enfants, ai fait une scolarité normale, mené une vie régulière dans un milieu simple. Alors que j'avais douze ans et étais en deuxième année du lycée d'Amsterdam, la Seconde Guerre mondiale a éclaté. Les troupes allemandes ont envahi la Hollande. Notre vie, ma vie allait basculer : au cours des cinq jours de combats farouches qu'a duré la guerre chez nous, mon oncle préféré, officier de réserve, a trouvé la mort. Ce fut le premier grand chagrin de ma vie. Suivirent cinq années d'occupation nazie qui ont marqué profondément et durablement ma jeunesse. J'ai connu la faim et le froid, et la mort a rôdé autour de moi. Une partie de mes amies de classe, plusieurs de mes professeurs – parce que juifs ou résistants – ont alors disparu. Notre superbe lycée était devenu le siège de l'état-major allemand, nos classes furent dispersées. À la cinquième année de guerre, la population de la Hollande du Nord et de l'Ouest, enfermée dans ses villes, connut des privations extrêmes. Cet hiver-là, ni chauffage ni électricité, ni ravitaillement. Cette année-là était celle de mon bac ; mais tous les établissements d'enseignement étaient fermés. Que d'émotions fortes pour l'adolescente que j'étais – qui en fut marquée pour la vie.

Une fois l'université rouverte, je me suis inscrite en sciences sociales, rompant alors avec la tradition familiale. Au terme de huit ans d'études supérieures, j'ai obtenu le doctorat en psychologie et sociologie. Entre-temps, j'avais effectué un séjour à l'Université de Zurich en Suisse, puis

une année en Sorbonne à Paris. J'ai ainsi parachevé ma thèse dont le sujet portait sur « L'observation ». Ce choix d'orientation m'a donné ultérieurement l'occasion de participer à des recherches en divers domaines des sciences sociales, à l'Institut de Psychologie d'Amsterdam.

Dans une perspective de spécialisation sur le monde arabo-musulman, je suis partie en janvier 1957 au Liban. À l'âge de trente ans, j'ai été encouragée et soutenue dans ce choix par Jacques Berque, professeur au Collège de France. Il dirigeait alors à Bikfaya au Liban le Centre d'enseignement pratique d'arabe moderne, le CEPAM. J'ai ainsi entamé l'étude intensive de la langue arabe.

Ce fut aussi l'année de ma rencontre avec Christian Graeff. Par notre mariage ma vie allait changer de direction : devenue Française, épouse d'un diplomate, je partagerai désormais avec lui vingt-deux années de vie en ambassade, dans cinq pays du monde arabe et musulman : Maroc, Liban, Syrie, Libye et Iran.

Pour premier poste d'ambassadeur, il fut nommé en Libye. Un pays guère attractif, de mauvaise réputation, avec lequel de surcroît la France était au bord de la guerre au Tchad. Pourtant, une expérience passionnante allait commencer pour nous deux à Tripoli. Par la suite, durant notre long vécu diplomatique, j'ai toujours choisi d'être aux côtés de Christian, quel qu'en fut le prix – mais sans jamais renoncer toutefois à pratiquer mon métier de psycho-sociologue, par des engagements de chercheure-enseignante dans la limite des possibilités locales. Ainsi ai-je été chargée de cours au Maroc dans les universités de Rabat, de Casablanca et de Fès. Au Liban, j'ai été engagée comme *Associate-Professor* à l'Université américaine de Beyrouth, l'AUB. De retour en France en 1970, j'ai travaillé sous contrat à l'OCDE, puis au Conseil supérieur des Sciences Sociales à l'UNESCO.

Si je reporte mon regard sur la Libye de 1982, il saute aux yeux, d'abord, qu'elle s'était baptisée d'un néologisme de langue arabe : *Jamahiriya* qui signifie « État des masses ». De fait, il s'agissait d'un système politique original, pour ne pas dire unique, qui s'inspirait du droit coutumier bédouin, l'*Orf*¹. Dans la coutume, la décision politique s'élaborait par consensus au sein de la *djemâa*, l'assemblée collective de la tribu. Lors du coup d'État des Officiers Libres du 1^{er} septembre 1969, on avait déjà observé que la junte formait un collectif, que c'était un

1. Cf. *Le droit dans la société bédouine : recherches ethnologiques sur le Orf*, Joseph Chelhod, Librairie Marcel Rivière, 1971.

groupe qui avait pris en mains les affaires. À partir de la quatrième année suivant la Révolution s'instaura un régime nouveau de gouvernance, dont la doctrine fut intitulée par son inspirateur, le colonel Kadhafi : « *La Troisième Voie Universelle* ». Elle entendait en effet s'inscrire entre les deux pensées idéologiques dominantes, le capitalisme et le communisme.

Le système *jamahiriyen* a été peu étudié en France et de manière générale n'a jamais été bien compris en Occident. Or il avait été conçu comme un instrument théorique capable d'apporter une réponse à cette question fondamentale : « Quel appareil de gouvernance imaginer et mettre en place dans un pays en voie de développement afin de réaliser une véritable démocratie, à laquelle puisse participer le peuple tout entier, en sorte qu'il ne soit pas seulement *représenté* ou *substitué* ? »

Cette vision idéaliste, on pourrait dire rêvée, se voulait donc celle d'une société de « producteurs exempts de toute exploitation de l'homme par l'homme », Dans la Libye de 1982, cette société était encore loin d'être réalisée. Néanmoins, l'application de la belle utopie jamahirienne à la société libyenne avait réussi en peu d'années à faire bouger les lignes. Le pays tribal à forte expansion démographique – l'image d'une société arabe bédouine traditionnelle – avait commencé, par une transition à marche forcée, à subir une transformation radicale tendant à en faire une nation moderne et démocratique. La vie politique et économique du pays s'en trouvait révolutionnée.

Son modèle figurait dans le fameux *Livre Vert* où le colonel Kadhafi, devenu « Guide de la Révolution », exposait ses idées et sa vision, en exposant les principes de gouvernance pour la Libye nouvelle. Dans cet ouvrage de doctrine, étaient énoncés les règles de base propres à supprimer l'aliénation individuelle.

Depuis la fin de la décennie 1970, le Guide n'avait cessé de répéter et de marteler ces thèmes essentiels, et de les développer à travers d'innombrables discours. Il allait continuer de le faire durant quatre décennies. Dans toutes ses professions de foi, Kadhafi assignait comme but à ses concitoyens de promouvoir « une société d'autosuffisance, de justice et de liberté ». Il la voyait fondée sur l'égalité entre tous les citoyens, hommes et femmes indistinctement, à partir d'un partage équitable des richesses nationales, celles du sous-sol notamment : pétrole, gaz et eau.

À notre arrivée à Tripoli, début mai 1982, la Jamahiriya libyenne fonctionnait ainsi tant bien que mal, depuis une dizaine d'années. Elle allait être l'objet de mon observation durant les trois ans de notre séjour diplomatique. Par la suite, en retournant régulièrement en Libye, j'ai pu développer mes recherches sur place, en les axant sur deux thèmes : la lutte contre le patriarcat et la place de la femme dans la nouvelle société.

À partir de 2001, c'est en qualité de présidente de l'association « *Julia Domna Severus* » – association franco-libyenne ayant pour objectif de promouvoir la coopération féminine – que je me suis rendue régulièrement à Tripoli dans le cadre d'une coopération décentralisée classique. À ce titre, mon dernier séjour en Libye remonte à juin 2010 : nous avions le projet de célébrer ensemble, Françaises et Libyennes, le dixième anniversaire – en 2011 – de la création de l'association *J.D.S.* Mon dernier contact avec Mouammar Kadhafi date de 2007, et c'était à l'occasion de l'invitation officielle à Paris du colonel par le président Sarkozy.

Aujourd'hui, ayant pris du recul par rapport au vécu libyen, et alors que ce pays a basculé dans le chaos, je ressens comme une nécessité d'apporter mon témoignage sur son récent passé. Dans l'esprit d'apporter certains éléments de vérité susceptibles de mettre un terme à l'ignorance comme à la déformation des réalités et donc d'écarter les descriptions caricaturales.

Le travail de mémoire entamé ici s'appuie avant tout sur le *journal personnel* que j'ai tenu durant mon séjour d'épouse de l'ambassadeur de France en Libye, de 1982 à 1985. J'y rapporte les épisodes chronologiques les plus saillants de ces années durant lesquelles, comme témoin privilégié, j'ai eu la chance de regarder « derrière les portes ». C'est aussi l'occasion pour moi de reconstituer l'histoire de rencontres personnelles souvent inattendues, quelquefois burlesques, parfois tragiques.

Ce récit, j'ai voulu qu'il ne soit pas « romancé », encore qu'il puisse se lire comme un vrai roman. Mon ouvrage se limitera à narrer des événements et des faits, restitués fidèlement au regard de mon vécu. Écrire signifie souvent prendre un risque, en particulier lorsqu'il s'agit d'exposer une partie de sa vie personnelle, familiale, voire intime. Dire la vérité – « sa » vérité – peut entraîner l'auteur sur des eaux agitées et troublées, comme lorsqu'on s'aventure entre les gorges resserrées d'un rapide et qu'on sait par avance que l'esquif risque fort d'être chahuté ! De même, l'auteur-témoin est dès lors soumis à la critique, des critiques parfois violentes. Le risque pris est d'autant plus sérieux, et ses conséquences probables sont d'autant plus grandes, qu'il s'agit de dépeindre un pays particulièrement dénigré, un *rogue state* !

Tel était précisément le cas de la Libye de cette époque. J'assume donc ce risque.

1

À la découverte de la Libye

Préparation au départ et arrivée à Tripoli

Versailles début avril 1982

La douche froide ! Christian rentre ce jour du ministère en m'annonçant joyeusement : « Enfin je vais prendre un poste d'ambassadeur ! Nous allons donc quitter Versailles, pour repartir à l'étranger... » Oui certes, après treize ans passés en France, nous le souhaitions vraiment tous les deux. Je le félicite : « C'est formidable... Mais pour quel pays ? ». Il me répond alors : « C'est pour la Libye, à Tripoli ». Je m'exclame aussitôt : « En Libye ? Partir chez ce fou ? » Déjà, à cette époque, la réputation de ce pays, de son leader, était très contestée et franchement, partir pour trois ans là-bas ne me disait rien de bon. Christian, qui ne s'attendait nullement à cette réaction négative de ma part, se montre contrarié et surpris. Lisant la déception sur son visage, je me dis alors : « Tant pis, faisons contre mauvaise fortune bon cœur ! » Après tout, un changement de vie aussi total me plaît assez, d'ailleurs j'avoue que j'aime l'aventure. Aujourd'hui nos trois enfants sont pratiquement devenus indépendants : Nadia installée, les deux garçons étudiants. Il est urgent que je me renseigne un peu avant notre départ, puisqu'il est prévu dans quelques semaines. Je me soucie aussi de reprendre quelques cours d'arabe.

En tout cas, pas question de laisser Christian partir seul là-bas : nous n'avons encore jamais été séparés !

Je me lance donc à la recherche d'informations générales sur la Libye et espère les trouver dans une librairie bien connue du 7^e arrondissement. J'y entre : « Bonjour Monsieur, avez-vous des livres sur la Libye ou sur

son Guide Mouammar Kadhafi ? » Le libraire me regarde de haut et répond : « Madame, nous ne vendons pas ce genre de littérature chez nous ». J'éclate de rire : ce n'est quand même pas de la pornographie que j'ai demandée. En guise de justification, je précise au libraire que mon mari est affecté là-bas, que je dois le suivre, que je souhaite donc m'informer pour me préparer à ce séjour inattendu. Mon libraire change un peu de ton : « Ah, j'ai peut-être quelque chose sur l'Histoire de la colonisation italienne... en tout cas, rien sur Kadhafi, rien sur ce colonel ! ». Pas très encourageant. Je vais donc chercher ailleurs. Mais apparemment personne n'a écrit sur le pays de Kadhafi. Tout ce que je trouverai en librairie est un petit *Que-sais-je ?*, signé d'un Monsieur Audebert et intitulé tout simplement « La Libye ».

Lorsque je montre mon unique trophée à Christian, il lui vient une idée : il me conseille de faire visite à celle qui me précédait à Tripoli, l'épouse de notre ambassadeur en Libye. Je prends donc rendez-vous. Autour d'une tasse de thé, j'apprends que son expérience de dix-huit mois passés là-bas n'a pas été très concluante : elle s'y est beaucoup ennuyée ! Elle a passé le plus clair de son temps à jouer aux cartes avec d'autres femmes du corps diplomatique. Moi : « Mais il y a quand même sans doute des gens intéressants à rencontrer en Libye ? N'existe-t-il pas, par exemple, une ou des associations de femmes libyennes ? » – « Non, ça n'existe pas là-bas ». – « Mais vous avez quand même pu avoir des contacts avec quelques Libyennes ? » – « Non, le contact avec les Libyennes, c'est zéro, double zéro. Et n'oubliez pas, s'il vous plaît, pour finir, qu'ils ont brûlé notre ambassade et l'ont mise à sac... » Je n'insiste pas. Nous parlerons d'autre chose, de la Chine notamment, qu'elle connaît très bien.

Mon avenir d'épouse de représentant de la France à Tripoli commence à m'inquiéter sérieusement. Après tout, j'étais si bien à Versailles... Christian ne pourrait-il pas attendre encore un peu, tenter d'obtenir un autre poste ? J'ouvre quand même l'Audebert, et d'emblée je suis étonnée. À la suite du chapitre *Histoire*, déjà en soi intéressant et varié, je découvre une présentation inattendue de la « Jamahiriya » et son explication par la « démocratie directe ». Allant plus avant dans ma lecture, que ne vais-je apprendre ? Qu'à cette « démocratie directe », les femmes libyennes participent aussi !

« Je ne suis pas une militante comme l'est mon mari, mais je reconnais que c'est bien grâce à Kadhafi que j'ai pu faire des études universitaires » : voilà ce que me dit ma première interlocutrice libyenne, l'épouse du représentant de la Jamahiriya à Paris, Monsieur S. H. Me conformant

aux habitudes diplomatiques j'avais demandé à la rencontrer avant de quitter la France. Pour cette visite de courtoisie, elle avait organisé « en mon honneur » un thé auquel elle avait convié la secrétaire (libanaise) de son mari ainsi que plusieurs professeurs femmes de l'École libyenne de Paris. Nous avons sympathisé. Par la suite, nous nous sommes rencontrées à plusieurs reprises, lors de mes passages à Paris, et plus tard après leur retour à Tripoli où elle enseignait à l'Université « El Fatah » la biologie sous-marine.

À la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ) – je travaillais bénévolement depuis six ans au siège de cette ONG – j'annonce mon départ en Libye. Le Secrétaire général et fondateur Jean-Marie Bressand s'exclame : « Eh bien, j'espère que vous allez pouvoir continuer à travailler avec nous ! Vous allez essayer d'obtenir l'adhésion de villes libyennes à notre *Union des Villes de la Méditerranée*. Et nous allons vous nommer *ambassadrice itinérante des Cités Unies* ». Je ne pouvais qu'accepter une proposition aussi intéressante et flatteuse.

Quelques jours après je reçois une belle lettre, très officielle, avec tampon. Elle porte la signature de huit maires des plus grandes villes du monde, et elle sera traduite et tapée en arabe. Ce sont, en quelque sorte, mes « lettres de créance » à moi ! À vrai dire, je ne prends pas très au sérieux cette nomination, pourtant exceptionnelle. Je glisserai quand même la lettre dans mes bagages. On ne sait jamais...

Mes premières impressions. Quelques émotions

Le 2 mai 1982 à 11 heures, heure locale, l'avion d'Air-France venant de Paris atterrit à l'aéroport international de Tripoli. Nous y sommes accueillis par le protocole libyen, et bien sûr le staff de l'Ambassade de France est là aussi. Nous avons droit au salon d'honneur. Un jus d'orange frais nous y est servi, tandis que plusieurs personnes s'occupent du contrôle des passeports et de la récupération de nos bagages. Le tout n'aura pas duré plus d'une demie heure. La voiture de l'Ambassade nous emmène alors à ce qui va être pour trois ans notre nouvelle demeure : la Résidence de France. Le trajet entre l'aéroport et la ville n'est pas très long, la voiture emprunte une large route asphaltée, à travers des vergers d'orangers (bientôt, toute cette zone sera urbanisée des deux côtés).

La Résidence, d'emblée, m'apparaît agréable. C'est une villa sans prétention, assez pratique, où l'on pénètre par un grand hall d'entrée, un

espace dans lequel se déroulera chaque année à Noël la fête que nous donnerons pour les enfants du personnel de l'Ambassade. À gauche de l'entrée, une spacieuse salle à manger. La décoration en a été refaite avec goût, récemment, par les décoratrices du ministère, dans des tons orangés, mes couleurs préférés. À droite, deux grands salons en enfilade. Y sont disposés quelques meubles de style et deux confortables divans de couleur claire. Dans le prolongement du second, une petite salle à manger privée avec une table ronde, ouvrant sur une terrasse sympathique et un jardin quelque peu étriqué. Les chambres à coucher sont à l'étage. La nôtre dispose d'une salle de bains spacieuse. De l'autre côté du palier, deux autres chambres, dites de passage – lesquelles ont nettement besoin d'être rafraîchies. Contiguë à notre chambre, une petite bibliothèque qui peut être utilisée comme salon privé. C'est là qu'une surprise nous attend... Au premier coup d'œil, nous découvrons sur les rayons une série de livres assez spécialisés sur le Monde arabe et musulman, qui vont cohabiter avec notre bibliothèque personnelle. Christian, s'approchant des livres, me dit : « Tiens ! Voilà un ouvrage de Jacques Berque (notre ancien directeur d'études du centre d'arabisants au Liban), un très bon livre que je possédais et que j'ai perdu ». Il le prend et l'ouvre : quelle n'est pas sa surprise de trouver son propre nom inscrit en page de garde. C'est notre livre ! Mais comment est-il arrivé là ? Mystère... Cette bonne surprise est pour nous comme un signe de bienvenue dans ce pays où nous ne connaissons encore personne. Plus tard, nous reconstruirons l'itinéraire du fameux livre : une vingtaine d'années plus tôt, Christian l'avait confié, pour qu'il le lise, à l'un de ses collègues de l'ambassade à Rabat. Celui-ci, par inadvertance, l'avait rangé dans sa propre bibliothèque, puis ramené à Paris. Affecté des années plus tard en Libye, le collègue avait prêté à son tour le livre à son ambassadeur, lequel apparemment l'avait oublié sur le rayon de cette bibliothèque où il se trouvait encore ! Quand finira notre mission en Libye, nous prendrons la décision de réintégrer l'ouvrage dans notre bibliothèque à Versailles. Les diplomates ne sont pas les seuls à se déplacer de pays en pays, il arrive que les livres le fassent aussi.

Notre Résidence est située dans un quartier relativement récent, face à l'Ambassade de Yougoslavie et juste à côté d'un commissariat de police. Ce voisinage appellera de notre part une vigilance de principe. Car, de l'étage supérieur, les policiers libyens peuvent voir tout ce qui se passe dans notre jardin. Ainsi, par exemple, quand nous servirons pour la Fête nationale quelques boissons alcoolisées, ils pourront constater que nous bravons l'interdit qui les frappe en Libye.

La plupart du temps, un policier assez âgé, l'air bonasse, passe sa journée assis sur un petit tabouret devant le bâtiment du commissariat. Une nuit – juste avant la grande fête de fin du Ramadan – nous parvenons du bâtiment de la police des bruits étranges, si forts qu'ils nous réveillent. On dirait des gémissements. Nous nous regardons, nous pensons la même chose Christian et moi : on torture chez nos voisins ! Prudemment, nous nous approchons de la fenêtre : et là, ô surprise, que découvrons-nous, sous la clarté de la lune ? Un mouton attaché au balcon du commissariat !!! Demain, pour la grande fête de célébration de la fin du Ramadan, la pauvre bête sera sacrifiée ! Ses plaintes dans la nuit avaient à nos oreilles des accents humains...

Lorsque nous arrivâmes en Libye, il n'existait plus de bidonvilles à Tripoli. La capitale était un énorme chantier. Partout s'élevaient, dans les quartiers nouveaux, des immeubles récemment construits ou en construction, de style HLM. Les grands axes de la capitale étaient asphaltés. Mais entre les bâtiments subsistaient partout des passages en terre. Ainsi, pour aller au ministère du Travail, ou bien au Centre Culturel Français, les voitures ne pouvaient pas passer et on devait traverser à pied des terrains vagues sableux.

Le mois de mai est très agréable à Tripoli. Il n'y fait pas encore trop chaud. À la Résidence, je me mets à la recherche d'un endroit tranquille où prendre un bain de soleil. Comme tous ceux des immeubles de notre rue, le toit du bâtiment est plat, en terrasse. On y accède par une petite échelle. Je décide d'aller y faire une reconnaissance : le cuisinier m'a informée qu'il y avait une chaise longue là-haut ! Je la découvre effectivement, dans un petit débarras où sont entassées de vieilles choses. Du toit, la vue est assez jolie : on aperçoit toute une partie du quartier, avec des arbres jusqu'à la rue principale qui mène au centre-ville. J'essaie d'extirper la chaise longue, coincée derrière un tas de vieux outils, de vieilles planches et de ferrailles. J'y parviens : ça y est, me voilà installée.

Mon premier regard tombe sur un câble électrique qui passe au-dessus de notre toit. Qu'est-ce qu'il fait là ? Est-ce pour l'éclairage ? Bizarre : il vient de chez notre voisin, le commissariat de police. Par-delà notre toit il continue sur celui de nos autres voisins, pour arriver ainsi au bâtiment du Bureau des Nations unies. À quoi sert ce câble ? Y a-t-il vol d'électricité ? Écoutes téléphoniques ? Il est fait de plusieurs rallonges, et l'envie me prend soudain de le débrancher. Je le tire et le jette dans le débarras. Maintenant, me voici allongée tranquillement dans ma chaise longue, avec mon livre. Je ne pense plus au câble électrique.

Une semaine plus tard, vers 11 heures du matin, nous entendons soudain des coups de fusils à répétition. Que se passe-t-il ? Ce bruit guerrier est tout à fait inhabituel, m'assurent les domestiques... Un coup d'État ? La guerre ? Je me précipite dans le jardin, mais ne vois rien. Alors, je remonte sur notre toit pour découvrir que je ne suis pas la seule à le faire dans le quartier. Et que vois-je alors ? Un défilé de chevaux montés par des hommes en burnous, armés de pétoires. Ils tirent en l'air comme pour une fantasia. Quel spectacle incongru ! Les chevaux, par dizaines, avancent lentement dans les rues longeant la côte vers la sortie de la ville. Drôle de spectacle ! Mais c'est quand même rassurant.

Mon regard tombe alors sur le câble électrique : il a repris sa place ! Tiens... il a donc été réparé. Mais qui a pu installer ce grossier système d'écoutes ? Sans nul doute, nos chers voisins du commissariat de police. Après tout, il est facile de se déplacer d'un toit à l'autre. Cette fois-ci, je laisserai le fil électrique en place. Après tout, c'est leur affaire, et tant pis pour les secrets (?) des services de L'ONU. L'inhabituel défilé de cavalerie m'intéresse davantage. Nous aurons l'explication : c'est une protestation organisée par le Régime, au nom du Peuple libyen, contre l'ancien colonisateur, l'ex-Italie fasciste ! Le « peuple » descend vers l'Ambassade d'Italie en poussant de vives clameurs : il exige l'indemnisation des dégâts causés à la Libye durant la Seconde Guerre mondiale... Le soir, le journal télévisé de France annoncera sur la Une : « À Tripoli, l'Ambassadeur d'Italie a reçu une délégation d'hommes armés qui lui ont remis une demande de reconnaissance de la dette contractée par son pays à l'égard du peuple libyen ». Il s'agit là d'une manifestation traditionnelle, qui a lieu régulièrement chaque année depuis 1969 – depuis le début de la Révolution libyenne. Manifestement, sans succès !

La remise de mes *Lettres de créance*

Quelques jours après notre arrivée, Christian est invité à remettre ses lettres de créance. Non au colonel Kadhafi – celui-ci est comme chacun sait « Guide de la Révolution » et non chef de l'État – mais au ministre des Affaires étrangères, à l'époque, Abdellati El Obeidi. Par un beau matin arrive donc à la Résidence une voiture du Protocole, de laquelle descend un petit monsieur en costume noir et cravate, qui parle parfaitement le français. Il se présente : il est désigné pour conduire Son Excellence l'Ambassadeur de France, lui aussi en costume sombre, au

ministère des Affaires étrangères libyen. Une heure plus tard, voici la voiture du Protocole de retour, et l'Ambassadeur propose à son accompagnateur de boire un verre ensemble, avec le staff de l'ambassade qui entre-temps s'est rendu à la Résidence – pour marquer le joyeux événement. Ce sera un jus de fruit pour tout le monde puisque l'alcool est prohibé dans le pays !

Je m'approche du représentant du Protocole, et prenant mon courage à deux mains, lui annonce timidement (je ne me sens pas très sûre de moi à cet instant) que j'ai également à remettre des lettres de créance aux autorités de la Jamahiriya. Je précise à mon interlocuteur que c'est en qualité de « Déléguée permanente en Libye de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies » – la grande OING qui a son siège à Paris. À cette minute, je me sens un rien ridicule et je m'attends à une réponse du genre : « La Libye, Madame, ne connaît pas cette Fédération... ». Eh bien, non ! L'homme du Protocole fait mine de trouver mon annonce tout à fait normale. Il me dit tout de go qu'il m'appellera, d'ici quelques jours, pour un rendez-vous à la Municipalité de Tripoli ! Il fera tout son possible, ajoute-t-il, pour m'y accompagner, espérant bien me présenter lui-même au maire de Tripoli. Apparemment, la chance me sourit.

Effectivement, c'est le maire de Tripoli en personne qui me recevra peu de jours après. Un bel homme courtois et souriant, la quarantaine, parlant l'anglais d'Oxford – il a fait ses études précisément dans la célèbre université. Spontanément, il commence à me parler de l'organisation de sa ville, de ses services, ainsi que du personnel municipal : « Nous comptons trois femmes juristes », précise-t-il. « Je vous les présenterai. Certes, j'aimerais pouvoir compter davantage de femmes dans nos services. Mais la société libyenne, sachez-le bien, n'est pas encore tout-à-fait assez mûre pour cela ». Il me dit s'intéresser aux jumelages entre villes. Aussi bien Tripoli est-elle déjà jumelée avec deux cités, non européennes. Il lui semblerait heureux que de nouveaux jumelages aient lieu, en particulier avec des villes européennes, et pourquoi pas françaises. Je lui réponds en proposant de revenir le voir pour lui remettre une documentation sur la FMVJ. Je demande s'il sera nécessaire pour ce faire d'effectuer une démarche auprès du Protocole (procédure, je le sais déjà, qui est obligatoire ici pour tous les diplomates). Devant mon accompagnateur, auquel je traduis moi-même la conversation de l'anglais au français, le maire s'exclame : « Mais non Madame ! Vous viendrez tout simplement en voisine ». L'homme du Protocole ne dit mot. Et moi de jubiler intérieurement : le premier pas est franchi, le contact établi positivement. Apparemment, mon statut d'épouse de diplomate ne me « limitera » pas trop. Et qui

sait ? Peut-être vais-je même me voir attribuée une place à part, et pourquoi pas, un rôle élargi...

Mais je dois être lucide et prudente ! Enfilant mon nouvel habit d'« Ambassadrice » à titre particulier, je me dis qu'il ne me faut pas prendre ma nouvelle fonction trop au sérieux. Surtout, gare aux mauvaises langues – il n'en manque certes pas dans le petit monde clos du cercle diplomatique de Tripoli ! Il vaut mieux aussi ne pas trop parler, ne pas trop me mettre en avant, avec ce double rôle, ce « deuxième métier »...

La découverte de Tripoli et de ses « souks »

Comme tout autre quartier de la ville, le nôtre a une mosquée, flanquée d'un bâtiment administratif et d'une grande villa pour l'accueil des personnalités officielles et des invités étrangers. Par ailleurs, au coin de la rue, où se situe notre Résidence, est installé l'immeuble des Nations unies. De fait, nous sommes tout proches du centre de la ville italienne ancienne, où se dressent encore l'immeuble de la Poste principale, de style mussolinien et, à proximité, l'ancienne cathédrale chrétienne devenue centre religieux islamique. Autour, quelques rues commerçantes – assez tristes. La grande majorité des boutiques sont fermées, non seulement le vendredi, jour de la prière, mais en permanence. Dans la ville actuelle, il n'y a que le quartier des « souks » à être quelque peu animé. Ce que l'on appelle « souk » à cette époque en Libye représente une sorte de supermarché moderne. Le vaste bâtiment est équipé d'escaliers roulants reliant les étages. À leur création, ces « souks » avaient fait l'objet, paraît-il, de l'étonnement et de l'admiration de la population de la Capitale. Mais ils furent cause, par la suite, d'une série de désagréments, comme nous le verrons.

Au rez-de-chaussée se trouvent une douzaine de rayons d'alimentation qui sont couverts de produits importés. Ceux-ci, largement subventionnés par le Régime, sont censés répondre aux besoins de base des familles nombreuses : le conditionnement des produits est de deux à dix kilos, donc trop lourds à porter pour des femmes – le souk est donc, comme on le découvre, surtout fréquenté par des hommes !

À l'Ambassade, c'est notre chauffeur libyen qui va, en général, faire les courses pour le personnel. Les produits sont dans l'ensemble de bonne qualité, et viennent pour l'essentiel des pays d'Europe. Cependant, ce qui nous frappe d'abord, nous Européens, c'est que bien des produits nécessaires font défaut. Ainsi, par exemple, absence totale de ces indispensables

rouleaux de papier – essuie-tout, mouchoirs à jeter... papier toilette. On nous apprend que l'industrie libyenne s'équipe pour les fabriquer ; mais les usines sont en construction, cela prendra du temps avant que la production locale ne vienne sur les rayons. C'est... par la valise diplomatique que nous faisons venir le papier W.-C. pour toute l'Ambassade. Et il en sera ainsi durant les deux premières années de notre séjour.

Au fond, les choses vont évoluer assez vite. Et lorsque nous verrons arriver, sur les rayons des « souks », les premiers rouleaux de ce papier si indispensable, ils seront décorés de slogans du *Livre Vert*, en lettres vertes et rouges !

D'agréables surprises nous attendaient aussi aux étages supérieurs des « souks ». Je me souviens que l'Ambassadrice qui m'avait précédée m'avait recommandé d'emporter dans mes bagages mes produits de beauté et d'hygiène. « Il n'en existe pas du tout là-bas ». Mais, surprise ! Je découvre à l'étage du « souk » tout ce qu'il est permis d'imaginer de plus luxueux, varié, et, de surcroît, à des prix dérisoires. Toutefois, le paradoxe ne durera pas longtemps. Bientôt, je constaterai que ces « objets de luxe » ont été remplacés par des jouets d'enfant, par de la lingerie et par d'autres articles de consommation courante.

Cette bizarrerie de la grande distribution libyenne allait durer néanmoins des années. Une seule explication : la gouvernance avait joué un certain temps à la décentralisation : le choix d'importer les produits de grande consommation avait été laissé à l'initiative des Municipalités et des Comités locaux. Conséquence : les conteneurs s'étaient entassés par centaines sur les quais du port de Tripoli, les Municipalités manquant le plus souvent de moyens de transport suffisants, et aussi d'un budget pour financer la redistribution. D'où cette pagaille monstre dont nous fûmes longtemps les témoins.

Il n'empêche, peu de temps avant notre arrivée, le « Guide de la Révolution » avait sommé les responsables de mettre bon ordre à leur gestion, de faire disparaître l'entassement funestes des conteneurs sur les quais du port, et de les faire ouvrir afin de vérifier ce qui était encore apte à la consommation, avant de le répartir par tous les moyens de transports possibles entre les « souks » de Tripoli et d'autres villes.

Petit à petit, le spectacle surréaliste du port bloqué par l'entassement des cargaisons de navires finit par disparaître du paysage. Mais pendant des années les conteneurs de fer rouillé étaient restés accumulés sur les quais et à l'entour du port de la capitale. À cet égard, le premier programme de décentralisation avait été littéralement catastrophique. Mais les choses sont finalement rentrées dans l'ordre. Comme quoi, en Jamahiriya comme ailleurs, « la vie continue » !

La médina de Tripoli

Mohamed El Hawedi, le maire de Tripoli, qui était déjà maire avant la Révolution, aime sa ville, et tout particulièrement la partie ancienne ou ce qu'il en reste. Car hélas la *médina* – c'est ainsi qu'on la nomme – est en très mauvais état et se détériore chaque jour un peu plus. Les boutiques fermées, les maisons abandonnées, ne sont plus entretenues. L'air humide de la mer a détérioré toutes les peintures et fait moisir les boiseries, qui s'effondrent peu à peu.

La priorité de la Révolution était ailleurs : faire disparaître les bidonvilles hérités de la monarchie, pour construire rapidement et à bon marché des immeubles d'habitation modernes, afin de reloger la population. Il y avait plus : au-delà de ce programme ambitieux, faire que tous les habitants soient propriétaires de leur maison !

Dix ans après, le gouvernement avait modifié sa stratégie et décidé que les immeubles hâtivement construits, maisons ou appartements plutôt laids, et de mauvaise qualité, devaient être bientôt rasés. Tout sera refait à neuf, en mieux, et alors tous ces habitants deviendront propriétaires de leur logement – avec l'aide de prêts à 0 % ! Paris pourrait en prendre exemple !

Quant à la vieille médina de Tripoli, elle avait été négligée, laissée de côté. Heureusement le maire de la capitale ne l'a pas oubliée : il veut maintenant se battre pour elle, c'est ce qu'il m'annonce lors de ma deuxième visite à la Municipalité, lorsque je viens le revoir pour lui remettre la documentation promise sur la FMVJ. Il me l'avait déjà dit, mais nous reprenons notre conversation sur les jumelages : deux ont été conclus par Tripoli en dehors de l'Europe. Le maire me dit souhaiter créer des liens supplémentaires, cette fois avec une ou deux communes européennes. Nous discutons alors des modalités d'échange entre cités : « Ici à Tripoli, précise-t-il, tout est resté jusqu'à maintenant très limité : seulement des visites de niveau officiel, entre personnalités connues. J'aimerais que ce soit de vraies rencontres entre groupes de populations, notamment entre jeunes. »

Il me parle ensuite d'une autre préoccupation plus urgente : l'ancienne médina. Il me demande si je l'ai déjà visitée, et ce que j'en pense. Je lui réponds que oui, mais que j'ai été très déçue de ce que j'ai découvert. Avec ses boutiques fermées, ses bâtiments à l'abandon ou squattés par des immigrés, elle n'a plus aucun charme. « Pourtant elle cache des trésors », s'exclame-t-il. « Je vous les montrerai un jour. Il y a de vieilles demeures splendides, de belles mosquées familiales privées et de quartiers, des madrasas historiques. Sans parler du Château, à l'intérieur des murs

duquel le musée national est en construction. Cela se fait sous les auspices de l'UNESCO. Dans le reste de la médina, nous devons nous attaquer rapidement à la restauration, même partielle, des bâtiments car après un ou deux hivers de plus, tout sera pourri et par terre ! »

Alors le maire me raconte le problème du blocage politique : « Vous le savez sans doute, chez nous toutes les décisions doivent être prises par les Comités populaires de base, c'est la condition *sine qua non* pour obtenir un financement. Cela ne prend pas seulement du temps. Ce qui pose problème, c'est que les gens ne sont pas d'accord entre eux : la moitié veut restaurer, l'autre moitié veut raser, pour construire une grande mosquée en remplacement de celle que nous avons dû détruire au début de la Révolution pour agrandir la Place Verte. Ainsi les choses sont bloquées et rien ne peut se décider. On doit sans cesse rediscuter et revoter. Moi, je défends bien sûr la sauvegarde de la médina. Je suis en train de préparer dans mon bureau une petite exposition de photos que j'ai prises moi-même. J'espère par-là convaincre les gens qu'il faut à tout prix conserver cette médina car elle appartient à notre histoire. La grande mosquée, elle, on peut la construire n'importe où ailleurs ».

De retour à la résidence je raconte à Christian, en le résumant, mon entretien avec le maire, et j'insiste sur ses soucis concernant la médina. Comme il a à peine eu le temps de faire un tour rapide dans ce très vieux quartier, Christian propose que nous allions ensemble voir l'ancien Consulat de France – un monument historique – ou ce qu'il en reste. C'est, m'apprend-il, le plus ancien de nos établissements consulaires dans le monde, il date... de 1642 !

Accompagnés par l'un de ses collaborateurs, nous nous rendons sur place. Dans la cour d'entrée : un spectacle de ruines ! Notre cicérone connaît son sujet par cœur. De part et d'autre de la cour du vieux bâtiment, expose-t-il, se situaient deux cachots : l'un servait de « quarantaine », et l'autre de prison du tribunal consulaire ! Au reste, l'état général du bâtiment apparaît très mauvais. Subsistent néanmoins quelques traces de la vie ancienne : une partie de l'immeuble était affectée aux bureaux, tandis qu'une autre se composait de salles et salons (d'habitation ? de réceptions ? on ne sait trop). Mais il y a quelques beaux restes de décoration. Par un escalier acrobatique et plein de trous, nous nous hissons jusqu'à l'étage supérieur, un toit-terrasse. De là, la vue est magnifique sur tout le quartier. Comme il serait dommage de laisser cette noble maison se déliter et se désintégrer...

Le Consulat anglais, qui se trouve à deux pas, est quasiment dans le même état de délabrement. *Idem* pour la plupart des vieilles demeures du

coin. Le maire a drôlement raison : il faut absolument faire quelque chose. Mais comment ?

J'ai reçu une lettre de la FMVI, que je dois transmettre à M. H., le maire de Tripoli. Malgré ses charges, il me fixe un rendez-vous le jour-même en fin d'après-midi. Arrivant à l'heure convenue, je croise dans les escaliers de la municipalité beaucoup de monde : membres du Conseil municipal, délégués des Comités populaires. Ils sortent du bureau du maire où apparemment une grande réunion vient d'avoir lieu. Dès que j'entre dans son bureau, et avant même de me saluer, M. Hawedi s'exclame : « J'ai gagné, nous allons sauver la médina ! J'ai obtenu cette fois-ci la majorité des voix ». Je le félicite de sa victoire.

Immédiatement, il veut constituer un petit comité de travail afin de préparer un premier programme. Il me dit : « Nous souhaitons y associer les ex-propriétaires de certains bâtiments, comme les ambassades étrangères propriétaires d'immeubles consulaires – dont la France. Je vous charge d'en parler à l'Ambassadeur. Il aura bientôt une invitation de ma part pour une réunion commune ».

Une semaine plus tard, un collaborateur de Christian et moi-même participons à cette assemblée : une vingtaine de personnes sont réunies dans un bâtiment de la médina. La réunion est présidée par une femme, bien connue et compétente – elle a déjà été ministre, elle sait diriger une équipe. Cette réunion se déroule de façon démocratique : chacun y a droit à la parole, en commençant par les étrangers. On discute librement, avant d'établir un rapide relevé de conclusions.

À la suite de plusieurs réunions de ce type, un projet assez original verra le jour. Sont prévus des échanges de propriétés, des cofinancements, une coopération technique bilatérale. La réalisation, cela n'est pas dissimulé, ne se fera pas sans difficulté, notamment sur le plan financier. S'agissant de la France, le ministère des Affaires étrangères (MAE) se refusera à faire tout investissement important aussi longtemps que les relations politiques avec le pays demeureront instables. En revanche, la Grande-Bretagne n'hésitera pas à jouer le jeu, alors même que son gouvernement a rompu toute relation diplomatique avec la Libye...

Il n'y a, finalement, que le résultat qui compte : un nouveau Centre Culturel Français est aujourd'hui superbement installé, dans un autre bâtiment ancien de la médina. Celui-ci est beaucoup plus spacieux que notre ancien immeuble consulaire.

En tout cas, si la vieille médina historique de Tripoli a été sauvée, disons-le, le mérite en revient très largement à l'initiative et à la persévérance de son maire.

Vivre à Tripoli au quotidien

Notre vie au quotidien n'est pas facile. Le personnel de la Résidence est limité à deux vieillards, dont l'un est à un an de la retraite, et une femme de ménage employée à mi-temps ! Le plus âgé est le cuisinier, un Soudanais minuscule et tout ridé ; l'autre est un Égyptien à l'allure de momie, qui fonctionne comme maître d'hôtel. Ils ne se supportent pas, si ce n'est (en apparence) lorsque l'ambassadeur ou sa femme sont présents. On raconte qu'un jour ils se sont poursuivis autour de la table de cuisine, le petit cuisinier brandissant dans sa main un énorme couteau...

Dès le lendemain de notre arrivée, nous devons recevoir une personnalité de Paris. J'appréhende un peu ce déjeuner, c'est la première fois que je vais jouer mon rôle d'épouse d'Ambassadeur. Heureusement, le chef de la délégation a un visage connu : il s'agit d'un ancien collaborateur de Christian à Paris, que j'ai déjà plusieurs fois rencontré. Tout se passera très bien : mes deux vieillards ont du métier...

Nous connaissons par ailleurs quelques problèmes importants de ravitaillement. Cela tient à la suppression autoritaire des « intermédiaires » : tous les commerçants qui ne vendent pas des marchandises produites par eux-mêmes sont considérés par le régime comme des « parasites ». La Jamahiriya les a obligés à fermer boutique l'année précédente. Or très peu de produits frais se trouvent dans les grandes surfaces version locale – les nouveaux « souks d'État ». Si bien que l'Ambassade a dû organiser pour son personnel, et même pour quelques autres collègues du corps diplomatique, un système d'importation directe de Rungis par Air-France ! Fruits et légumes en particulier sont très rares ici, et lorsqu'on en trouve, ils sont souvent fanés ou flétris. Pour compléter et surtout faire face aux carences, il n'est d'autre solution que d'acheter les produits de ferme vendus par des cultivateurs le long des routes. Ce marché spontané est vite devenu notre occupation favorite du vendredi, jour officiel de repos ici.

Mais ce qui fait surtout défaut, c'est l'eau potable. La nappe phréatique qui alimente la distribution d'eau courante dans notre quartier, proche de la côte, est infiltrée par l'eau de mer... L'eau coulant du robinet est donc salée, de plus en plus salée. Il est impératif pour nous d'aller chercher de l'eau potable dans d'autres quartiers de la ville. Cette corvée quotidienne incombe au chauffeur de l'ambassade. Nous ne sommes pas les seuls, et chacun à Tripoli a trouvé sa solution. Parmi nos collègues, certains envoient chercher cette précieuse denrée jusqu'à dix kilomètres de la ville ! Dès que les pluies cessent, et qu'on arrose les fleurs du jardin avec l'eau du robinet, elles se fanent sur pied. Et dans le petit bassin de notre

minuscule jardin, les poissons rouges tombent malades et meurent l'un après l'autre. Nous avons donc installé à la Résidence, en permanence, six énormes containers qui sont remplis grâce à la corvée quotidienne d'approvisionnement en eau. Mais c'est un comble : il s'avère que cette eau si précieuse, que le chauffeur va chercher, n'est pas toujours non plus très potable (du moins, selon nos normes). Nous ne le saurons que plus tard, lorsque le médecin de l'Ambassade emportera un jour avec lui à Paris des échantillons de toutes les sources utilisées par les membres de la colonie française. Il apparaîtra alors, à l'issue des analyses, qu'aucun des neuf échantillons ne répond aux normes françaises ! En particulier, la source la plus éloignée – celle qui était considérée comme étant la meilleure – se révélera être la plus dangereuse : enquête faite, il apparaîtra que le puits était en contact direct avec un égout !

Vendredi est le jour de repos pour tout le monde ici. Certes, Christian retourne quand même ce jour-là à l'ambassade : c'est le jour où Paris envoie des messages, avant la fermeture du week-end. Par contre, samedi et dimanche sont jours ordinaires en Libye : notre ambassade travaille donc à plein-temps. Bref, on ignore le classique week-end, et nous n'avons que peu de possibilités de sortir et d'aller visiter le pays.

Depuis que notre ambassade a été incendiée et mise à sac, il y a un an, la chancellerie a été réinstallée dans deux villas situées à huit kilomètres du centre, en attendant la fin des travaux de reconstruction du bâtiment des locaux diplomatiques. Sept mois après notre arrivée, les bâtiments ont été reconstruits et remis à neuf, et seront inaugurés en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères. Un avantage immédiat pour Christian : les allées et venues qui lui prenaient beaucoup de temps à cause des embarras de la circulation vont cesser. Il faut dire qu'à cette époque la capitale libyenne commence à connaître une circulation dense, voire intense, ralentie par les embouteillages. On dit déjà de la Libye qu'elle est « le pays le plus *automobilisé* de l'Afrique entière ». Elle l'est restée jusqu'à ce jour.

Quant à ce beau bâtiment tout neuf, il sera détruit par les bombes américaines deux ans plus tard. Le gouvernement français n'a même pas été dédommagé.